



## **RAPPORT D'ACTIVITES 2019**

## Introduction

Composée de femmes juristes et féministes, Fem&L.A.W. développe une expertise au carrefour du droit et des féminismes, pour promouvoir les droits des femmes et contribuer à l'instauration d'une égalité réelle entre les femmes et les hommes.

L'année 2019 a été marquée par l'adhésion de nombreuses nouvelles membres effectives. Aussi, l'association s'est vue grandir sur le terrain, ce qui a été marqué par des sollicitations croissantes par des justiciables et des associations (avec un soutien financier partiel de la COCOF), une présence médiatique accrue, des participations à des conférences et des colloques, davantage de sujets traités pour mettre le droit au service des femmes ainsi que l'engagement de deux employées, dans le cadre de deux projets ponctuels mais subventionnés par la FWB. En d'autres mots, l'année 2019 fut riche et chargée pour l'association.

## Le Conseil d'administration et l'Assemblée générale

Au 31 décembre 2019, le Conseil d'administration se composait des membres suivantes : Diane Bernard, Emma Delwiche, Estelle Didi, Gaëtane de Crayencour, Leïla Lahssaini, Chloé Harmel, Elvire Schoonjans, Marie Doutrepoint, Sarah Ganty et Sahra Datoussaid.

L'Assemblée générale se composait des membres suivantes : Violaine Alonso, Diane Bernard, Françoise Claude, Gaëtane de Crayencour, Caroline Debehault, Sahra Datoussaid, Marie Davoise, Marguerite de Callatay, Maryll De Cooman, Ophélie De Cuyper, Emma Delwiche, Astrid d'Hayer, Liola de Furstenberg, Estelle Didi, Marie Doutrepoint, Eugénie d'Ursel, Valy Eloy, Evelyne Esterzon, Elise Franco, Christine Frison, Sarah Ganty, Chloé Harmel, Félicie Henry, Marie-Laurence Hébert-Dolbec, Lily Kengen, Leïla Lahssaini, Gaëlle Laurier, Chloé Leroy, Laura Lettelier, Keyla Lumeka, Harriet Mackaill-Hill, Caroline Mommer, Olivia Nederlandt, Julie Papazoglou, Alice Pirlot, Caroline Prudhon, Emilie Rinchar, Elvire Schoonjans, Jennifer Sevrin, Crépine Uwashema, Liliane Versluys, Sophie Vincent, Sarah Windey.

Celle-ci s'est réunie à quatre reprises en 2019 : le 30 avril 2019, le 30 juin 2019, le 22 septembre 2019 et le 20 décembre 2019.

Plusieurs groupes de travail ont été formés et ont travaillé sur les dossiers suivants durant l'année 2019 : structure et organisation de l'association, code des droits des femmes, formation sur le droit relatif au corps des femmes, soutien à l'avocate Nasrin Soutoudeh, base de données Athéna, permanences, logement, projet 'gratuité', 'intersectionnalité', projet 'répression', projet 'magistrature et barreau', internationalisation de l'association et le projet d'accueillir des stagiaires. Ces différents projets sont décrits plus en détail ci-dessous.

Les fonctions suivantes ont été réparties entre les membres de l'Assemblée générale : Coordination, trésorerie, nouvelles membres et bien-être, LSB, soirées thématiques, communication interne, aspects légaux de l'ASBL, communication externe, site internet, documentation, réseaux sociaux et local.

## Les projets

### 1. Le suivi des demandes et des interpellations

Plusieurs membres ont assuré quotidiennement la lecture des e-mails et appels adressés à l'association contenant diverses demandes d'associations de terrain, de femmes, d'étudiant.e.s ou de journalistes. Ces permanences ont bénéficié d'un soutien financier partiel de la COCOF.

### 2. Droits des femmes, Code commenté.

L'association ayant obtenu une subvention de la Plateforme AlterEgales (Fédération Wallonie-Bruxelles) dans le cadre de son appel à projets 2018.

Dans ce cadre, l'association a engagé sa première employée, Chloé Harmel, à mi-temps, pour une durée déterminée de 9 mois à partir du 4 février 2019. Elle a assumé la fonction de juriste chargée du projet « coordination d'un code de droits des femmes ».

Le projet de code a consisté en une codification de textes juridiques nationaux, européens et internationaux marquant un progrès quant aux droits des femmes, d'une part, ou révélant des failles – explicites ou indirectes – en la matière. Destiné aux professionnel-le-s du droit ainsi qu'aux associations de terrain, cet ouvrage (400 p.) a rassemblé une quarantaine de contributions, écrites par des expert-e-s membres ou non de l'association (académiques, magistrat-e-s, avocat-es ; associations de terrain). Sa structure (index annoté, commentaires d'instruments) a été pensée sur la base de valeurs chères à l'association – diversité, visibilisation de tou-te-s, diffusion en *open access* à moyen terme, etc.

La structure et le contenu du code ont été approuvés par l'Assemblée Générale le 20 décembre 2019. Ce projet n'était pas encore terminé le 31 décembre 2019 et sera poursuivi durant l'année 2020, par une publication (chez Larcier) et une conférence de lancement (le 5 mars 2020 en principe) ainsi que divers événements.

### 3. La formation droit à disposer de son corps.

Dans le cadre de l'appel 2019 lancé par la plateforme AlterEgale sur le thème du droit des femmes à disposer de leur corps, Fem&L.A.W. a obtenu une autre subvention de la Fédération Wallonie Bruxelles.

Sur cette base, l'association a engagé Sahra Datoussaid, à mi-temps et pour une durée de 10 mois, à partir du 4 octobre 2019, en tant que juriste chargée du projet « formations sur le corps des femmes – regards juridique et féministes ».

Sahra Datoussaid a pour mission de concevoir des formations identifiant les enjeux juridiques et féministes sur plusieurs thématiques (interruption volontaire de grossesse, gestation pour autrui, procréation médicalement assistée, etc.) à destination de publics potentiellement variés (professionnels du droit, associations et justiciables). Le but est là d'informer du droit en vigueur et de nourrir le débat en contribuant au développement des droits des femmes.

Ce projet n'est pas terminé au 31 décembre 2019 et sera poursuivi durant l'année 2020, par la rédaction d'un texte, la conception et la production du matériau soutenant les formations, et l'organisation d'une première formation, à destination des membres de l'association.

### 4. L'accueil de six stagiaires

Durant les mois d'été 2019, l'association a accueilli six stagiaires, sélectionnées parmi une large cohorte. Leur stage a principalement consisté en une recherche au choix, sur un thème au croisement du droit et des féminismes déterminé en accord avec les membres de l'association. L'objectif était là de rassembler des documents pertinents (arrêts, articles de doctrine ou de théorie, presse etc.) pour alimenter Athéna, la base de données féministe de l'association. Chacune des stagiaires ou binôme s'est vue attribuer une « référente » parmi les membres de l'association. Elles ont eu accès au local (Maison Amazone) et à plusieurs « lieux du droit » où se jouaient diverses questions relatives aux droits des femmes (audiences, cabinets d'avocat-e, institutions publiques...). A l'issue du stage, les stagiaires ont constitué un dossier de documents à télécharger sur Athéna, ainsi qu'une note de synthèse, qui a été présentée aux membres de l'association. Elles ont également participé aux réunions de l'association.

## La participation à des conférences, des colloques, les retombées dans la presse et les actions sur le terrain

Les membres de l'association ont participé à plusieurs colloques et conférences. La présence médiatique de l'association s'est affirmée durant l'année 2019 et plusieurs actions ont été menées sur le terrain :

- 24 janvier 2019 : Festival « Elles tournent » : débat après la projection du film « On the basis of sex ».
- 15 février 2019 : lettre ouverte à la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles, en réaction à la couverture et au billet d'humeur du dernier numéro à son Périodique (février-avril 2019).

- 8 mars 2019 : action de sensibilisation à la journée des droits des femmes devant le Palais de Justice, relayée notamment par La Libre, La DH, BX1, Le Soir, Radio Contact, interviews à l'appui.
- 20 mars 2019 : soutien à l'action « 66 jours pour sauver la justice » menée par des associations de magistrat.e.s, avec l'appui de divers-es représentant-e-s du monde juridique et associatif, dans la Salle des Pas perdus du Palais de Justice de Bruxelles
- 4 et 5 avril 2019 : conférence par deux membres lors du colloque consacré par l'Université des Femmes à l'autonomie financière et matérielle des femmes, plus précisément au sujet des effets de la réforme du divorce sur la vie (et les droits) des femmes.
- 25 avril 2019 : interview dans Newsmonkey (le « média de la génération Y ») sur l'incrimination spécifique du féminicide
- 6 mai 2019 : intervention de deux membres au Forum Alter Egales consacré au « droit à disposer de son corps », plus précisément en tant que rapportrices pour les ateliers consacrés à l'IVG et au corps des femmes comme objet ou sujet de droit ;
- 6 mai 2019 : participation à la Quinzaine du Genre organisée à l'Université Saint-Louis, plus précisément à débat sur la façon dont le droit se saisit des violences envers les femmes, spécifiquement du viol ;
- 13 mai 2019 : intervention par trois membres au CA d'Avocats.be, pour évoquer la place des femmes dans les institutions propres aux barreaux ;
- 16 mai 2019 : formation par deux membres sur le traitement judiciaire des violences faites aux femmes, spécifiquement celles qui sont en situation de migration, à l'attention de l'asbl Oasis ;
- mai 2019 : publication (D. Bernard, S. Datoussaid, E. d'Ursel et V. Eloy, « L'autonomie reproductive et les droits des femmes à l'aune de trois nouvelles lois « symboliques » : du glissement au recul? », *Journal des Tribunaux*, 2019, pp 344-346) ;
- 26 juin 2019 : communiqué de presse pour lancer l'action « Nasrin Sotoudeh » - avec Avocats.be, Fem&L.A.W. soutient pleinement la mobilisation des femmes juristes, avocates et magistrates pour racheter la peine de Nasrin Sotoudeh ;
- 8 octobre 2019 : participation d'une membre à la rencontre organisée entre les experts du GREVIO, l'organe indépendant chargé par le Conseil de l'Europe de veiller à la mise en œuvre, par les Parties, de la Convention d'Istanbul ;
- 12 octobre 2019 : intervention radiophonique d'une membre sur le régime juridique de l'IVG, dans le cadre de l'émission « Libres Ensemble » (CAL, RTBF) ;
- 17 octobre 2019 : intervention par deux membres à la conférence organisée par l'Alliance française organisée au Palais des Académies sur les violences envers les femmes ;
- 17 et 18 octobre 2019 : conférence par deux membres lors du colloque organisé à la Louvière par l'asbl Solidarité femme, sur la question des violences intrafamiliales et du régime des divorces ;
- 6 novembre 2019 : intervention dans l'émission « A votre avis », sur la RTBF, au sujet des féminicides ;
- 8 novembre 2019 : interview de deux membres par la RTBF, au sujet de deux débats en cours au Parlement : l'incrimination du féminicide et d'éventuels amendements à la loi sur l'IVG ;
- 16 novembre 2019 : conférence par une membre lors du colloque sur le féminicide, organisé par la Fédération des Amis de la Morale Laïque au Parlement bruxellois ;
- 19 novembre 2019 : rencontre avec Nawal Ben Hamou, Secrétaire d'Etat à l'égalité des chances et au logement en Région bruxelloise, en présence d'autres associations de terrain ;
- 20 novembre 2019 : intervention de deux membres, dans le cadre de la campagne HeForShe, à l'occasion d'un colloque consacré aux violences faites aux femmes ;
- 22 novembre 2019 : participation à la manifestation nationale contre les violences faites aux femmes ;
- 10 décembre 2019 : conférence par une membre, invitée à Nancy par l'Université de Lorraine, intitulée « Femmes et droit, droits des femmes » ;
- 15 décembre 2019 : intervention télévisée d'une membre lors d'un débat de « Libres ensemble » avec Josiane Coruzzi, de Solidarités Femmes et refuge pour femmes victimes de violence, au sujet des féminicides ;
- 17 décembre 2019 : interview d'une membre sur VivaCité, au sujet du harcèlement au travail ;
- 18 décembre 2019 : intervention d'une membre lors de la conférence donnée par Gwenola Ricordeau, à l'initiative de Bruxelles Laïque et du Groupe de Recherches en matières Pénale et Criminelle de l'Université Saint-Louis, sur les rencontres entre féminismes et abolitionnisme du carcéral ;
- 30 décembre 2019 : interview d'une membre dans Le Point (en France) au sujet de la publication annoncée du livre « Le consentement » de Vanessa Springora.